

Le Canada et l'Afrique

CA1
EA965
C11
#16, mar/83
DOCS

FEDERAL AFFAIRS
AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01031318 0

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE

~~LATEST ISSUE
DERNIER
NUMÉRO~~



Coopération interafricaine «Crier ensemble» Stagiaires africains au Canada

Supplément :

Santé pour tous

Trimestriel, Numéro 16, Mars 1983



Ils ont dit...

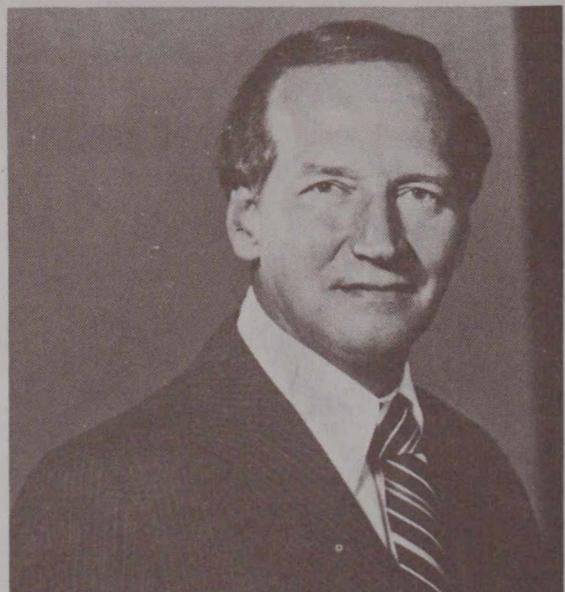
L'Honorable Charles Lapointe Ministre d'Etat aux Affaires extérieures du Canada

Ces propos du ministre Lapointe ont été recueillis aux antennes de Radio Canada International.



L'Honorable Gerald Regan, Ministre d'Etat au Commerce international

Extraits d'une déclaration du ministre Regan à la 38^e session du GATT à Genève.



L'indépendance de la Namibie

En ce qui concerne la Namibie, nous avons joué un rôle très actif dans le groupe de contact et le seul but que nous poursuivions et que nous poursuivons encore, est d'en arriver, le plus rapidement possible, à l'indépendance de la Namibie. Nous croyons que tout est en place pour réaliser cette indépendance, et contrairement à nos amis américains qui sont aussi membres du groupe de contact, nous ne lions pas la question du retrait des troupes cubaines de l'Angola à l'indépendance de la Namibie. C'est aussi loin que je puisse aller maintenant comme représentant du gouvernement canadien. Nous l'avons énoncé à l'intérieur du groupe de contact et nous l'avons énoncé publiquement. Nous avons essayé de faire pression sur nos amis américains pour qu'ils ne posent pas de pré-requis. Cependant, nous devons regarder les faits en face. Il y a trois joueurs dans ce conflit et ils sont plus importants que d'autres : l'Afrique du Sud, l'Angola et les Etats-Unis d'Amérique. Alors, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud ont mis comme pré-requis le retrait des troupes cubaines de l'Angola. Je crois qu'il y a des pourparlers actuels et je pense que la résolution ne peut maintenant provenir que de l'Angola lorsqu'elle décidera, si elle va effectuer, oui ou non, ce retrait des troupes cubaines qui, je le répète, n'est pas un pré-requis pour le Canada. Maintenant, quel rôle serions-nous prêts à jouer. Je pense que si l'Angola nous demandait, sous l'égide des Nations Unies, de veiller avec certains autres partenaires à la sécurité du territoire angolais et s'il devait y avoir un retrait des troupes cubaines, nous ne réagirions pas négativement devant une telle requête.

Le Canada et le GATT

Je devrais souligner qu'une grande partie de l'amélioration du niveau de vie, non seulement au Canada mais dans le monde entier, est attribuable à la croissance des relations commerciales multilatérales qui ont permis à divers pays de se spécialiser dans les domaines qui leur convenaient le mieux. Il est vrai que la croissance du niveau de vie est difficile à quantifier mais je crois qu'une grande partie de l'amélioration que nous avons connue au cours de l'après-guerre, peut être attribuée à la croissance des échanges commerciaux. Néanmoins, la récession économique mondiale actuelle pousse tous les gouvernements à protéger leurs emplois et leurs marchés par l'établissement d'obstacles commerciaux, tout en cherchant à accroître leur part des marchés étrangers. Il est évident que tous ne peuvent réussir dans cette voie. Le processus a des limites, au-delà, desquelles la concurrence féroce que se livrent tous les pays pour accaparer des marchés de plus en plus réduits, peut menacer la viabilité du système.

Le GATT offre un cadre au sein duquel les pays peuvent adopter les mesures nécessaires à la protection de leurs intérêts, mais seulement en faisant des compromis dans d'autres domaines; ce cadre suppose une discipline de sorte que tous et chacun ne prennent pas, au jour le jour, des mesures précitées en réponse à chaque pression politique exercée en faveur du protectionnisme. En appuyant ce cadre, nous cherchons à éviter que tous les pays adoptent une politique du «chacun pour soi, que les autres se débrouillent», qui a caractérisé le climat désastreux que nous avons connu lors de la dépression des années 30.



A la recherche d'une société nouvelle

Avec le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO)



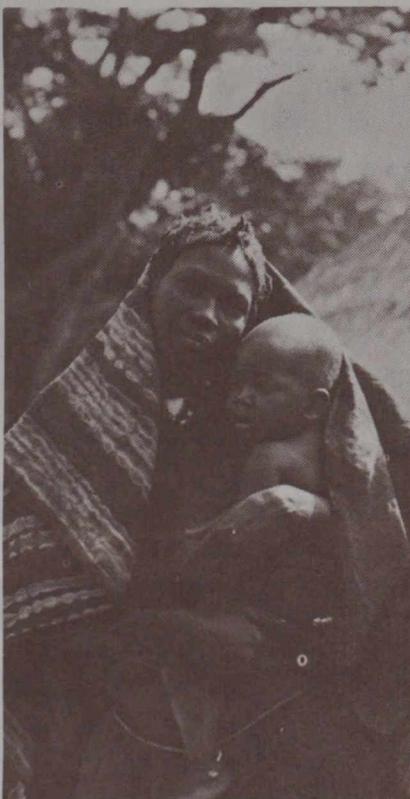
Le SUCO est un organisme à but non lucratif qui travaille à bâtir une solidarité internationale entre les peuples. Dans cette interview, M. Jacques Jobin, directeur général du SUCO, nous explique brièvement la nature et les activités de son organisme. Dans les pages 4 et 5, M. Paul Legault, coordonnateur national, nous parle de la présence du SUCO en Guinée-Bissau.

Le C.A. : *M. Jobin, le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO) est l'un des organismes d'assistance les plus dynamiques en Afrique où sont réalisés la majorité de ses projets. Cependant, il est beaucoup moins connu que par exemple l'ACDI. Comment expliquez-vous cela ?*

J. JOBIN : Le SUCO n'est pas un organisme gouvernemental mais un ONG dont le but essentiel est de créer des liens entre les peuples du tiers-monde en lutte pour une société nouvelle et la population canadienne. Il a choisi d'être solidaire des groupes populaires et des travailleurs, et ses coopérateurs sont des militants bénévoles qui contribuent eux-mêmes en partie au financement du SUCO. C'est donc un organisme profondément intégré dans l'environnement où il œuvre, et est peut-être du fait de sa nature populaire et peu bureaucratique, moins connu qu'un organisme gouvernemental tel que l'ACDI.

Le C.A. : *Pourriez-vous nous parler un peu des orientations actuelles du SUCO ?*

J. JOBIN : Lorsque le SUCO a été créé en 1961, à l'instigation des universités canadiennes qui désiraient contribuer à la lutte contre le sous-développement par l'envoi des personnes compétentes qu'on appelait à l'époque des «volontaires», il s'agissait avant tout de fournir aux pays des médecins, professeurs, des techniciens agricoles, etc. dont ils faisaient la demande. Puis, petit à petit, d'autres objectifs sont venus s'ajouter tels que la sensibilisation de la population canadienne aux problèmes du développement international et l'appui aux projets pour soutenir



l'action des coopérateurs. Par la suite, le SUCO s'est retiré de l'enseignement dit «traditionnel» et depuis 1977, il se consacre davantage aux secteurs de l'agriculture, de la santé et de la technologie intermédiaire telle que l'énergie renouvelable, et des sciences sociales. Les grandes orientations sont définies par les militants bénévoles lors de l'assemblée annuelle, en fonction des programmes par pays.

Le C.A. : *Combien de coopérateurs et quel type de coopérateurs sont encadrés actuellement par le SUCO ?*

J. JOBIN : Depuis sa création en 1961, plus de 3.000 coopérateurs, Québécois et Acadiens surtout, ont travaillé dans des pays du tiers-monde avec le SUCO. Ce nombre est de 283 personnes pour la période de 1982-83, dont 31 en Afrique de l'Ouest, 38 en Afrique centrale et les pays du Magrheb, 15 au Mozambique, et 53 en Amérique latine. Le candidat coopérateur, en plus de ses qualifications professionnelles, doit manifester une ouverture d'esprit réelle, une capacité d'adaptation et de sociabilité et il doit être impliqué dans un mouvement populaire (syndicats, groupes populaires, luttes de solidarité, etc.) au Québec ou en Acadie.

Le C.A. : *Concernant les projets du SUCO en Afrique, pourriez-vous nous citer quelques exemples concrets ?*

J. JOBIN : Les projets en cours sont plus d'une centaine, mais à titre d'exemple, je pourrai citer le projet d'auto-développement rural en Haute-Volta, l'utilisation de la pharmacopée traditionnelle au Mali, les coopératives de pêche et l'éducation sanitaire au Cameroun, les coopératives agricoles au Rwanda, une caisse d'épargne et de crédit au Togo, la recherche expérimentale sur les moules au Mozambique et la coopérative sociale de confection en Tunisie.

Le C.A. : *On sait que la valeur des opérations du SUCO dépasse actuellement 11 millions de dollars canadiens. Quelles sont les sources de financement de ces opérations ?*

J. JOBIN : Il y a d'abord la contribution de l'ACDI qui est de l'ordre de 4,7 millions de dollars canadiens pour la période de 1982-83, puis celle des ONG et des coopérateurs bénévoles qui atteignent près de 1,3 millions de dollars canadiens.





Le SUCO en Guinée-Bissau

Liens de solidarité pour la reconstruction du pays

LA vie des 30 coopérants-volontaires du Service universitaire canadien outre-mer (SUCO) en Guinée-Bissau est parsemée d'imprévus. Les pénuries de logement, d'ameublement, de produits alimentaires et de fournitures de toutes sortes occasionnent des initiatives inattendues. Les volontaires œuvrent dans une vingtaine de projets dans ce pays de 800.000 habitants environ. Cette présence canadienne est importante et appréciée.

Parmi les imprévus rencontrés, nous pouvons citer celui du coopérant-volontaire chargé du projet «Amélioration des puits» dans la région de Coc-teu. Faute de logement, il s'est vu dans l'obligation de construire sa maison. Malgré certaines difficultés logistiques, l'expérience s'est révélée positive. La maison est munie d'un digesteur anaérobie qui utilise les excréments humains et animaux et divers déchets organiques pour récupérer les produits de leur digestion complète par les bactéries. Un des produits de cette digestion est un carburant, le méthane; l'autre est un engrais de très haute qualité. Nous croyons que l'effet démonstrateur de l'utilisation du digesteur anaérobie incitera les villageois à modifier leurs habitudes de disposition des déchets, ce qui aura pour résultat de hausser le niveau de l'hygiène dans le village.

(Notons qu'il y a sept millions de ces digesteurs domestiques en Chine populaire et que, dans la seule province de Sichuan, on compte plus de 500 petites centrales électriques alimentées au méthane).

Au cours d'un séjour de quatre ans, un jeune médecin du SUCO a mis sur pied le réseau national de santé de base qui a pour but, entre autres, d'élever le niveau de santé des populations par la formation d'agents de santé et de matrones, accoucheuses traditionnelles, qui deviennent les promoteurs de la santé au niveau des villages. L'amélio-



● *Le Docteur Renée Pelletier, volontaire canadienne du SUCO avec des agents de santé de base (en haut) et avec un groupe de villageois (en bas) en Guinée-Bissau.*





Coopération internationale

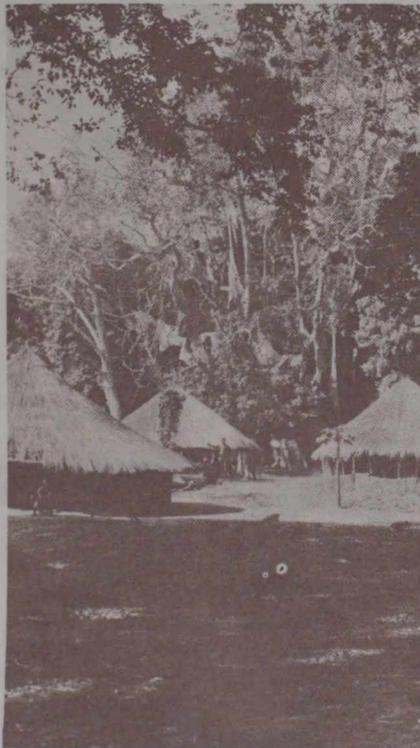
Le Centre panafricain de formation coopérative de Cotonou

ration des conditions hygiéniques, l'aménagement de puits, la construction de latrines, la surveillance nutritionnelle, les consultations pré-natales, la création de jardins communautaires sont sous la supervision du personnel des Centres de santé. En avril 1982, le projet avait été entrepris dans 51 villages donnant une couverture sanitaire à plus de 30.000 personnes. Neuf coopérants-volontaires dont trois Canadiens y travaillent présentement. Un médecin et une infirmière assurent le fonctionnement de l'hôpital de Sonaco, tout en poursuivant dans les villages, la formation des agents de santé et des sages-femmes, tandis qu'à Bissau une graphiste conçoit des documents visuels pour faciliter la compréhension des principes de base de l'hygiène.

Le SUCO est en outre impliqué dans la construction scolaire rurale en Bissau depuis 1978. A tour de rôle, huit jeunes architectes canadiens ont effectué la direction de multiples chantiers de construction tout en assurant la formation d'animateurs-contremaîtres de chantier. Un ébéniste vient de s'attaquer au problème du mobilier scolaire. Ce coopérant-volontaire mettra sur pied des ateliers régionaux de réparation et de fabrication de mobilier scolaire n'utilisant que des matériaux locaux tout en formant des travailleurs pour assurer la marche future des opérations.

Deux coopérants-volontaires vont créer une carte scolaire qui permettra la planification, l'orientation et la concertation des actions dans le domaine de l'éducation. Le projet comporte deux volets : doter le gouvernement guinéen d'un outil indispensable à la planification du secteur de l'éducation et former les ressources humaines qui prendront la relève dans l'avenir.

Le SUCO a également acquis une grande expérience en Guinée-Bissau dans le domaine du développement rural. Trois ingénieurs forestiers cana-



● Une vue de Ménèque, île de Cantrabaque, Guinée-Bissau où le SUCO œuvre.

diens et un sociologue cherchent à accroître le bien-être des populations rurales par l'amélioration de la capacité de production et la diversification des méthodes d'utilisation des ressources forestières. Deux ingénieurs forestiers, anciens coopérants-volontaires du SUCO, sont restés après l'expiration de leur contrat, pour assumer la supervision du travail pour SIDA, l'organisme suédois de coopération qui finance le projet.

Le projet «Contrôle des feux de brousse» a pour but la limitation des dommages occasionnés par l'utilisation des méthodes ancestrales de culture sur brûlis. Un ingénieur forestier forme les villageois à combattre les feux, tandis qu'un sociologue étudie les implications sociales des méthodes utilisées.

Un ingénieur agronome termine un séjour de deux ans dans les îles de l'archipel Bolama-Bijagos où le Suco, en collaboration avec le Centre de Recherche en Aménagement et en Développement (CRAD) de l'Université Laval de Québec, a effectué une étude en vue de l'établissement d'un plan d'aménagement rural intégré de la région.

A la demande du ministre João Cruz Pinto, le SUCO donnera son appui au ministère de l'Administration interne, de la Fonction publique et du Travail dont une des priorités est la création d'une école d'administration publique assurant la formation des cadres moyens de la fonction publique guinéenne.

Le SUCO s'est engagé enfin dans divers projets répondant à des besoins spécifiques : projet de canalisation d'eau à Sonaco; projet de fourniture de canots aux quatre secteurs de la région de Bolama; projet d'installation à Sédengal d'une pompe assurant l'alimentation en eau d'un jardin collectif; projet d'appui au Centre de documentation du ministère du Développement rural; projet de formation des techniciens du Centre audio-visuel du ministère de l'Éducation nationale; projet de mise en place du Cabinet régional de planification de la région de Bolama.

Sortie de cinq cents ans de colonialisme portugais en 1974, après onze années de lutte armée, la Guinée-Bissau compte sur la coopération internationale pour reconstruire le pays. C'est par l'intermédiaire du SUCO, unique organisme canadien de coopération dans le pays depuis 1975, que le Canada a établi des liens de solidarité avec le peuple guinéen. ■

Paul LEGAULT





Coopération interafricaine

Le Centre panafricain de formation coopérative de Cotonou



● M. Adolphe Biaou, ministre béninois du Travail et des Affaires sociales, président du comité de direction du Centre panafricain de Formation coopérative remettant le certificat d'aptitude professionnelle en coopération à une stagiaire.

LA décision de créer le Centre panafricain de formation coopérative (CPFC) a été prise lors de la première conférence panafricaine coopérative tenue à Cotonou en octobre 1967 et qui réunissait ministres de l'Agriculture, dirigeants syndicaux, dirigeants de coopératives et représentants d'institutions internationales d'assistance.

Ouvert en 1969, le Centre panafricain de formation coopérative fonctionne jusqu'en 1973 avec l'assistance technique et financière du Centre afro-américain du travail. A partir de 1974, les Etats participants jusque-là aux activités du CPFC en prennent en main la gestion administrative et financière, acte que va concrétiser la deuxième

conférence panafricaine coopérative réunie à Cotonou en mars 1976 en adoptant la convention inter-Etats portant création du CPFC avec siège à Cotonou.

Les plénipotentiaires à cette conférence posent ainsi un acte mûrement réfléchi malgré le scepticisme des observateurs et des critiques sur le rôle que peuvent encore jouer les coopératives dans le processus de développement des pays membres du CPFC : Bénin, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo et Zaïre.

Car en réalité, les faillites ou le peu de succès enregistrés par les mouve-

ments coopératifs africains sont dus moins à des lacunes inhérentes à la formule qu'à une inadéquation des techniques utilisées et à une mauvaise préparation des structures d'accueil.

C'est pourquoi les Etats membres font du CPFC un instrument privilégié pour la formation des animateurs, des gestionnaires, des administrateurs et des responsables d'encadrement des coopératives. De 1969 à 1982, le nombre d'agents de la coopération formés s'élève à 817 dont 45 % dans l'initiation à l'action coopérative, 33 % dans l'organisation et la gestion des coopératives de production et de commercialisation des produits agricoles et 22 % dans l'encadrement de la formation, de l'éducation et de l'animation



coopérative en milieu rural.

Mais compte tenu, d'une part, des besoins des Etats en cadres d'exécution et d'autre part, de la situation d'ensemble des structures de formation coopérative dans les pays membres, le CPFC va s'orienter vers la formation des cadres supérieurs en coopération. Ainsi la formation des cadres moyens va progressivement céder la place aux actions d'appui et de soutien aux structures nationales de formation coopérative.

Voilà les nouveaux objectifs que la 3^e Conférence panafricaine coopérative réunie en septembre 1978 à Cotonou assigne au Centre. Les moyens pour atteindre ces objectifs ont été étudiés en novembre 1979 par les directeurs nationaux de l'action coopérative des pays membres assistés d'une mission de consultation de la FAO.

La 4^e Conférence panafricaine coopérative, réunie à Kigali, en juillet 1980, fait siennes les propositions des directeurs de l'action coopérative et de la mission FAO et donne les directives conséquentes pour la poursuite effective des nouveaux objectifs.

Ainsi, la position spécifique du centre en matière de formation coopérative en Afrique francophone au sud du Sahara l'autorise à planifier une stratégie globale qui consiste à :

- compenser l'inexistence, dans certains pays, de structures de formation coopérative pour les cadres moyens;
- contribuer à l'amélioration des formations coopératives dispensées dans les institutions nationales et assurer la complémentarité avec celles-ci;
- assurer l'appui aux structures nationales de promotion coopérative;
- organiser des activités de formation/recherche pour favoriser les échanges inter-mouvements coopératifs;
- mettre en place un cycle supérieur de formation coopérative en trois ans permettant aux cadres formés de remplir les rôles :
 - **de conception**, c'est-à-dire posséder les connaissances générales et spécifiques suffisantes pour la détermination d'une politique coopérative et l'élaboration d'un programme en

matière d'action coopérative:

- **de contrôle et de coordination**, c'est-à-dire analyser, diagnostiquer des situations concrètes, prescrire les actions correctives conséquentes et procéder à l'évaluation nécessaire en vue du lancement de nouvelles actions;
- **d'exécution**, c'est-à-dire assurer la mise en œuvre de programmes destinés à promouvoir le bon fonctionnement des structures coopératives.

Dans la lutte qu'ils mènent contre la pauvreté en milieu rural, les Etats membres du CPFC accordent une attention particulière à l'organisation d'une économie endogène cumulant aussi bien les avantages de l'économie d'échelle que ceux, plus précieux, de participation responsable aux décisions, faisant ainsi du travailleur rural un interlocuteur averti et responsable.

Ainsi, l'action coopérative constitue-t-elle pour ces Etats l'un des moyens les plus appropriés de contre-carrer l'exode rural, de créer des emplois et de promouvoir un développement économique et social harmonieux dans les zones rurales.

La tâche confiée au CPFC est de permettre aux pays membres de disposer de cadres d'excellente formation, véritables multiplicateurs de connaissances et de compétences, disponibles à prendre en charge la formation,

l'éducation et l'animation des coopérateurs qui devront à leur tour assurer une véritable promotion sociale et économique de leurs milieux respectifs.

Le comité de direction du CPFC est composé :

- du ministre béninois du Travail, et des Affaires sociales, représentant de gouvernement, Président.
- du ministre rwandais des Affaires sociales et du Développement communautaire, représentant de gouvernement,
- du ministre nigérien du Développement rural, représentant de l'Action coopérative, et
- du secrétaire général de l'Union des Travailleurs du Mali, représentant des syndicats. Le comité prend les dispositions nécessaires pour permettre l'intervention des organismes d'assistance dans la réalisation de ces objectifs.

Une telle œuvre réalisée sur place, grâce à l'appui de l'Agence canadienne de Développement international (ACDI) présente le double avantage d'avoir des répercussions beaucoup plus directes sur le milieu d'intervention et de s'adresser à un grand nombre d'agents œuvrant dans l'action coopérative des pays concernés. ■

par **Pierre Dominique COCO**

Directeur du CPFC

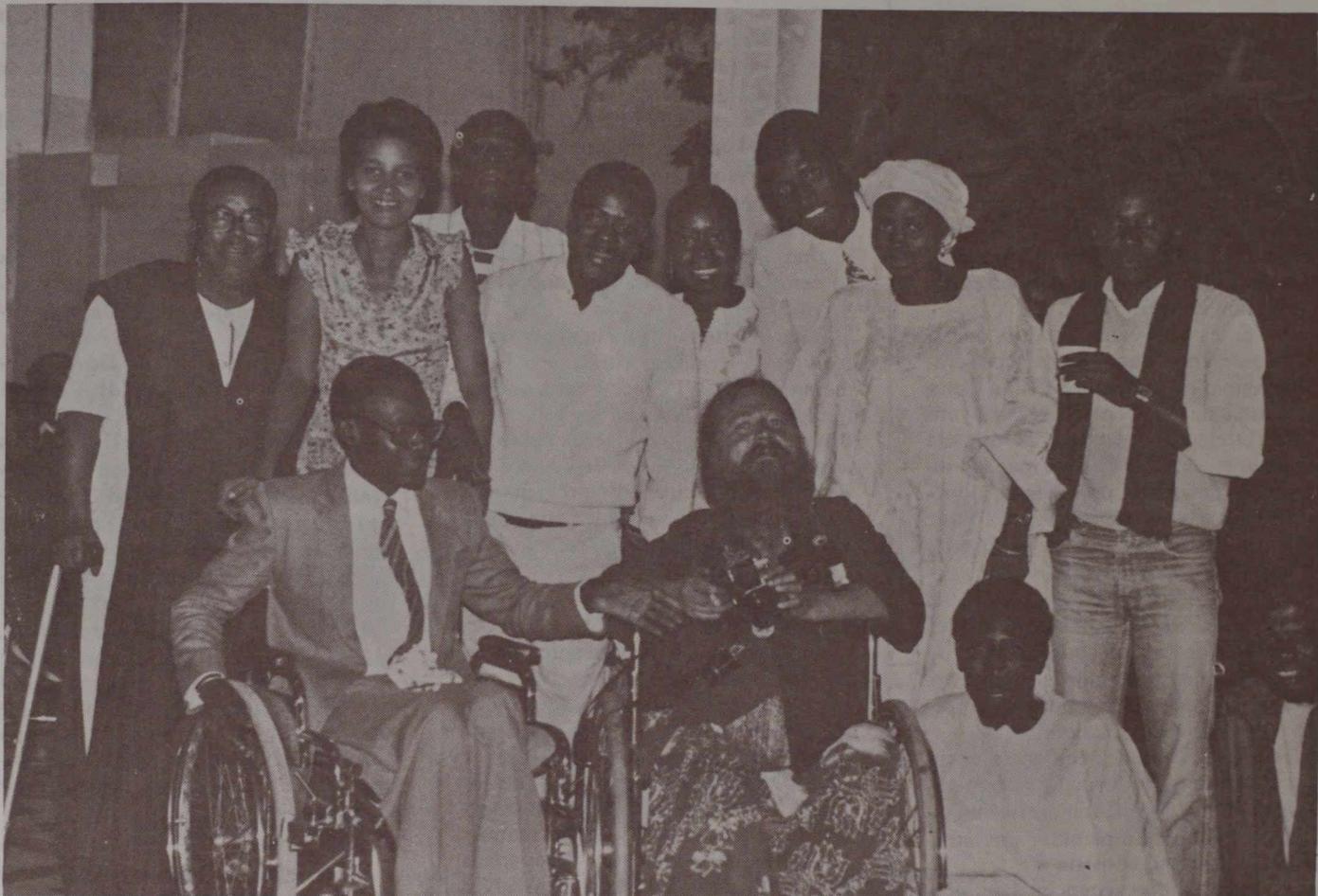


● Un groupe de stagiaires et professeurs en atelier de travail.



«Crier ensemble»

Pour une action commune des handicapés africains



● Une photo-souvenir prise lors du séminaire de formation organisée par la Fédération ouest-africaine des Associations pour la promotion des personnes handicapées.

«**L'**ORSQUE j'étais petit garçon de six ans, atteint de polio et interné dans un hôpital, je ne fus maintenu en vie que grâce à un appareil qui m'aidait à respirer et que nous appelions «poumon de fer».

Un jour le «poumon de fer» d'un des deux garçons avec qui je partageais ma chambre, prit feu. Nous essayâmes de crier au secours séparément, mais en vain nos voix étaient faibles. Alors, nous décidâmes de crier ensemble pour donner plus de force à nos appels et cela réussit. L'aide nous parvint et ainsi nous fûmes sauvés. Nous nous organisâmes depuis lors pour nous entraider».

C'est en ces termes que Jim

Derksen, un des responsables de la «Coalition des Organisations provinciales des handicapés» (COPOH) du Canada et chef du bureau de Développement de l'Organisation mondiale des Personnes handicapées (OMPH) introduisait son exposé sur la nature et la spécificité des associations de personnes handicapées lors du séminaire international de formation organisé par la Fédération ouest-africaine des Associations pour la promotion des personnes handicapées (FOAPH).

Ce séminaire, le premier du genre en Afrique, qui s'est tenu au Foyer du Cap des Biches (Rufisque, Sénégal) du 7 au 15 décembre, regroupait des délégués venus de 15 pays d'Afrique occidentale

et centrale et des observateurs du Canada, des Etats-Unis, de la France et des Nations Unies.

Thème du séminaire

Cette rencontre, financée en grande partie par l'Agence canadienne pour le Développement international (ACDI), avait pour thèmes : la formation d'encadreurs d'associations de personnes handicapées en administration, gestion et comptabilité, et l'initiation à la technique d'élaboration de projets. Ceci entrainait dans le cadre de l'application du programme d'activités de la FOAPH et surtout de la réalisation d'un de ses

SUPPLEMENT

SANTE POUR TOUS

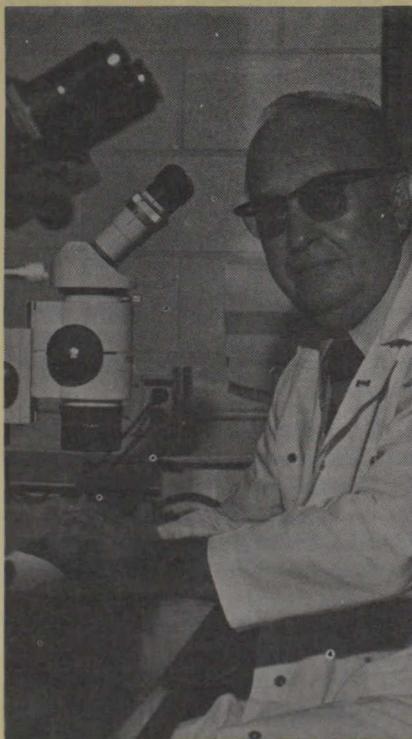
Quelques exemples de médecins canadiens

Découverte canadienne sur la lèpre

■  ■ Après plusieurs années de recherches, le Docteur Laslo Kato de l'Institut en microbiologie de l'Université de Montréal a réussi à cultiver, en laboratoire, le bacille de la lèpre, un bacille extrêmement difficile à cultiver. Cette importante découverte ouvre la voie à la mise au point de médicaments susceptibles d'éradiquer efficacement et rapidement cette maladie qui n'est pas si terrible qu'on ne le pense. Le Dr Kato nous fait part de ses recherches.

«Surtout en Afrique, les gens sont chanceux, ils ont la forme tuberculoïde qui n'est pas la grande lèpre. Naturellement, les gens ont peur de la lèpre malgré que la lèpre n'est pas tellement contagieuse. Tout d'abord, il n'y a que 3 % de la population qui est susceptible d'attraper cette maladie.

Il est très facile de se protéger contre la lèpre. On dit très souvent que la lèpre est une maladie des tropiques, ce qui n'est pas exact. La lèpre est une maladie due à la pauvreté et à la malpropreté, et les meilleurs «vaccins» contre la lèpre sont le savon, le soulier et le balai. Elle est causée par un bacille, un bacille qui ressemble au bacille de la tuberculose sous le microscope. Elle n'est ni une punition de Dieu ni une maladie héréditaire. Elle est une maladie contagieuse, infectieuse comme la tuberculose, comme la grippe, ou comme n'importe quelle autre maladie causée par un bacille.



● *Le docteur Laslo Kato.*

Je suis bactériologiste et j'ai remarqué que la seule façon d'éradiquer la lèpre, est de cultiver le bacille dans un milieu de culture, autrement dit, de propager le bacille, de faire deux à partir de quatre, etc. Tous les autres bacilles de toutes les autres maladies contagieuses -tuberculose, syphillis,



Le Canada et l'Afrique

gonorrhée, typhoïde- sont cultivables dans le milieu de culture dans les laboratoires et on peut les combattre parce qu'on peut les étudier, ce qui n'est pas le cas de la lèpre. J'ai donc commencé les essais, il y a 32 ans, pour cultiver le bacille de la lèpre, mais ce n'est que dans les trois, quatre dernières années que j'ai commencé à savoir comment propager le bacille dans le milieu de culture. Chose curieuse, c'est que ce bacille utilise comme nourriture l'huile combustible. Aujourd'hui, sur une certaine fraction d'huile, une fraction extrêmement purifiée, j'ai forcé mes

bacilles à se multiplier dans le milieu de culture.

Quant à découvrir les médicaments qui permettront de guérir la lèpre, il n'y a eu aucun avancement dans les cinq dernières années, justement parce que nous ne connaissons pas de modèle. Pour découvrir de nouveaux médicaments, il faut d'abord cultiver le bacille.

Dès qu'on a la culture, ça ne prend plus beaucoup de temps pour arriver à des résultats importants. Par exemple, pour tester de nouveaux médicaments, on utilise aujourd'hui la souris». ■

Un pédiatre canadien en Afrique

Une interview du professeur Albert Royer

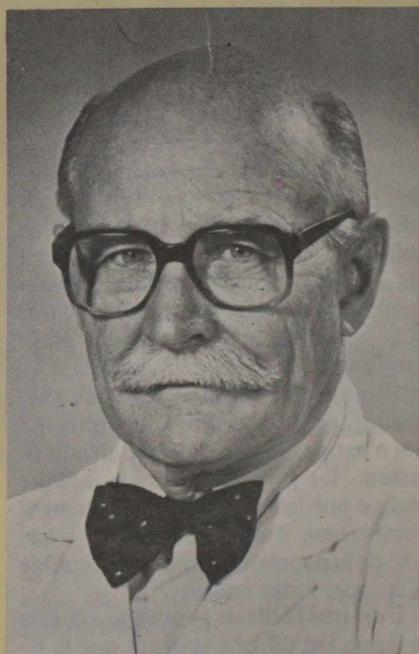
● Au Sénégal, l'Hôpital d'enfants du Centre hospitalier universitaire de Fann porte le nom du pédiatre canadien Albert Royer. Le professeur Royer, qui a longtemps travaillé en Tunisie, était de passage au Sénégal au mois de février 1983. A cette occasion, il a bien voulu répondre à nos questions relatives aux soins pédiatriques.

Le C.A. : *Voulez-vous nous dire l'objet de votre visite au Sénégal ? Etes-vous venu dans le cadre de vos relations professionnelles ou en simple touriste ?*

Prof. Royer : Je n'aime pas faire du tourisme surtout lorsqu'il y a des institutions pédiatriques à visiter. Je suis donc venu voir la situation de la pédiatrie au Sénégal et ce qui pourrait être fait par le Canada pour l'améliorer et la diffuser à la grandeur du pays. Il est évident que je suis aussi venu visiter l'hôpital d'enfants auquel le gouvernement sénégalais a eu la gentillesse de donner mon nom.

Le C.A. : *Donc, professeur Royer, vous avez visité cet hôpital d'enfants qui porte votre nom et vous avez eu plusieurs séances de travail avec le personnel de cet hôpital. Pouvez-vous nous expliquer comment il est arrivé que cet hôpital porte votre nom ?*

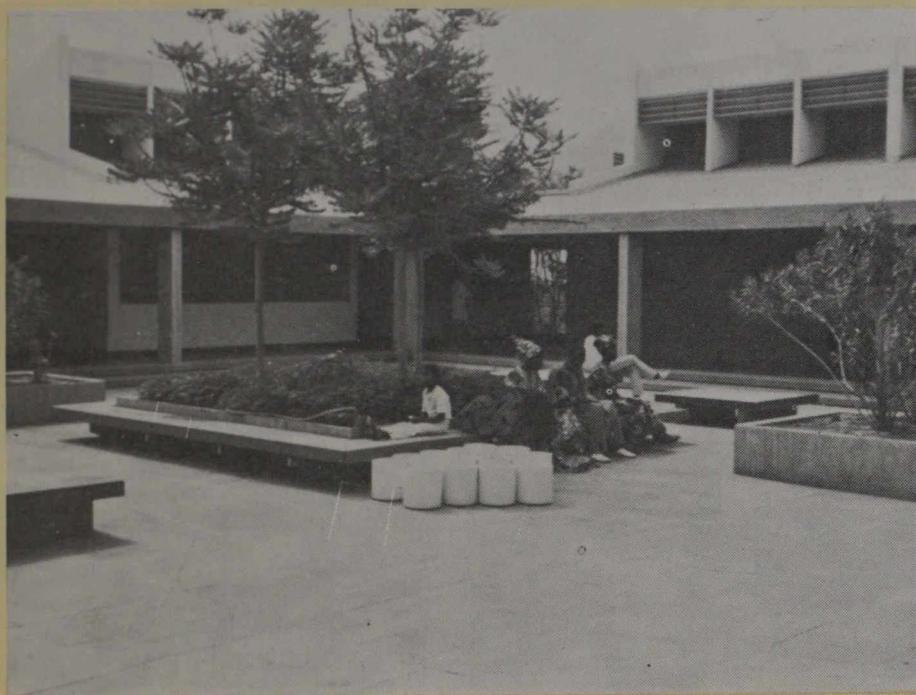
Prof. Royer : Permettez-moi de parler d'abord de l'hôpital même. Cet hôpital m'a vraiment surpris car sa construction et sa planification ont été très bien réalisées. C'est une unité qui est certainement très complète et qui doit être très efficace dans son fonctionnement. En plus du style qui est très ouvert et aéré, j'ai apprécié l'architecture, les zones libres qu'on a laissées entre les pavillons et qui, je l'espère, dans l'avenir, pourront servir de terrains de jeux et de repos aux enfants. Le matériel qui a été installé dans cet hôpital, est des plus modernes, et surtout au



● *Le professeur Albert Royer.*

niveau du laboratoire, pourra permettre une efficacité très grande et des analyses auxquelles on pourra se fier dans le traitement des enfants.

Je trouve aussi que l'addition d'un bloc appelé «Village des mères» est une idée très importante car dans la pédiatrie on tend à amener, de plus en plus, la mère auprès de l'enfant. Dans certains hôpitaux, comme dans le mien à Montréal, les mères peuvent être



● Une vue de l'Hôpital d'enfants Albert Royer au Centre hospitalier universitaire de Fatick à Dakar.

présentes 24 heures sur 24 lorsqu'il s'agit d'un cas grave ou elles peuvent être là toute la journée, de huit heures du matin à dix heures du soir lorsqu'il s'agit d'un cas moins grave. Cette addition va donc permettre aux mères sénégalaises d'accompagner leur enfant, de le réconforter et surtout, pendant le séjour de l'enfant à l'hôpital, de bénéficier de l'enseignement nutritionnel, sanitaire et autre qui devra permettre à ces mères de mieux prendre soin de leurs enfants et éviter d'autres hospitalisations. L'idée de donner le nom d'un pédiatre canadien à cet hôpital vient du gouvernement sénégalais qui a adressé une demande à ce sujet au gouvernement canadien à Ottawa en 1980. Il y a eu des consultations entre l'ACDI et la Société canadienne de pédiatrie et quelques universités, et toutes ces personnes ont suggéré mon nom. J'en ai été informé au printemps de 1980 par l'Ambassadeur du Canada en Tunisie, car en ce moment, je terminais un projet en Tunisie. Et je crois que le gouvernement canadien a fait une petite erreur en suggérant mon nom car il est dans la tradition francophone de donner le nom d'une personne morte à des institutions.

Je suis extrêmement fier de cet honneur qui rejaillit non seulement sur moi mais sur toute la pédiatrie canadienne et je dois dire que la Société canadienne de pédiatrie et mes confrères ont été aussi extrêmement touchés par cet honneur.

Le C.A. : *Ce voyage n'est donc pas votre premier contact direct avec des collègues africains puisque vous avez travaillé en Tunisie. Vous avez déjà dû vous familia-*

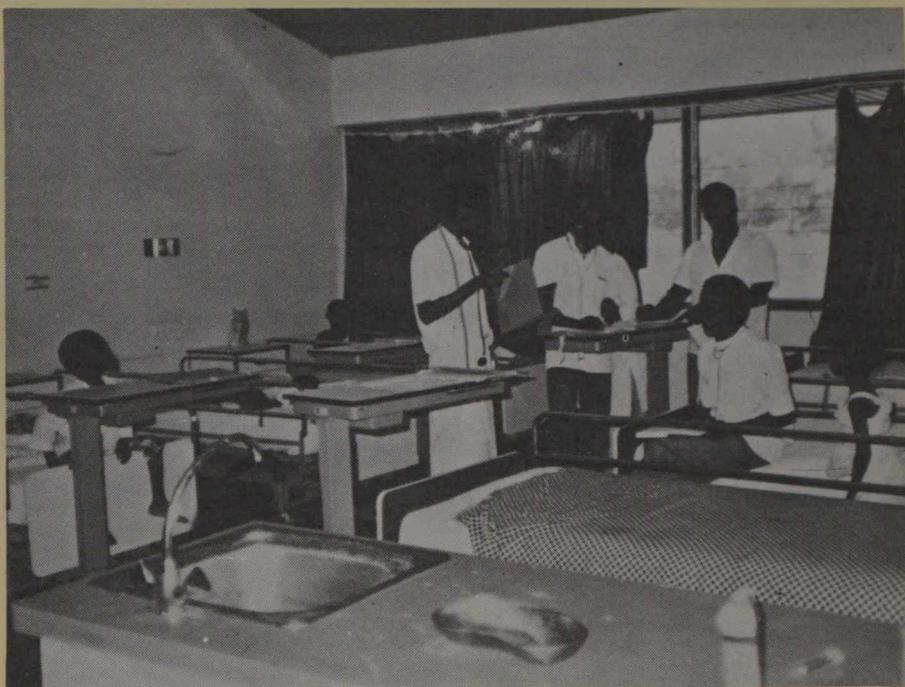
Hôpital d'enfants Albert Royer

L'Hôpital d'enfants Albert Royer au Centre hospitalier universitaire de Fatick à Dakar a une capacité de 120 lits, des laboratoires et les services administratifs ainsi qu'une unité pour loger jusqu'à 64 mères des enfants hospitalisés. Il permet au Sénégal d'améliorer les conditions de santé de sa population infantile. En plus, les installations et équipements faciliteront la formation de nouveaux médecins et infirmiers pour intensifier la lutte contre les maladies contagieuses et la mortalité infantile. L'ACDI a accordé un don de près de 5 millions de dollars canadiens pour la réalisation et l'équipement de ce pavillon. Depuis son ouverture, la plupart des enfants hospitalisés viennent de l'intérieur du pays où les centres spécialisés n'existent pas.

riser avec des problèmes auxquels ils font face, tels que le manque de médicaments ou le manque de personnel qualifié et de matériel ?

Prof. Royer : Depuis longtemps déjà, je rencontre des collègues africains lors des congrès de la Société internationale de pédiatrie. D'autre part, j'ai dirigé des projets de santé en Tunisie pendant quinze ans. Durant cette période, des équipes canadiennes m'ont aidé à mettre en marche deux hôpitaux





- «Les pédiatres que j'ai rencontrés m'ont semblé extrêmement concernés avec les malades».

NOTES BIOGRAPHIQUES

Premier pédiatre du Canada français, le professeur Albert Royer est né à Montréal le 3 janvier 1918. Après des études de médecine à l'Université de Montréal (1938-1943), il s'est spécialisé en pédiatrie (1952) et en hématologie (1960). Il a été assistant-professeur en pédiatrie à l'Université de Montréal (1950-53), puis professeur agrégé jusqu'à sa nomination, en 1962, au poste de professeur titulaire de clinique pédiatrique, fonction qu'il occupe jusqu'à présent. Il a été pendant plusieurs années directeur d'un projet canadien en Tunisie.

Le professeur Royer est auteur de plusieurs publications sur les maladies infantiles et il est membre de nombreuses associations médicales ou internationales.

d'enfants, une faculté de médecine et la partie pédiatrique d'une école supérieure de santé publique. Les problèmes de logistique auxquels vous avez fait allusion ne sont pas propres au Sénégal ni à l'Afrique. On les rencontre partout, même dans mon pays. Il est évident, cependant, qu'ils sont beaucoup plus graves en Afrique qu'au Canada et ne peuvent être corrigés que

par la mise en place d'une méthode bien suivie d'approvisionnement et de contrôle tant de médicaments que de personnel. A tous les niveaux, cela dépend d'un financement adéquat dès le départ. Pour le personnel, il faut ajouter, en plus, un programme de motivation, de formation et d'emploi qu'il faut structurer et développer. Dans ce domaine, il est important de se rappeler qu'au Sénégal, les enfants forment la moitié de la population et il serait donc juste qu'ils bénéficient de la moitié du budget et du personnel médical. Ce sont les enfants d'aujourd'hui qui formeront les adultes de demain et meilleurs auront été les soins préventifs qu'ils auront reçus, meilleurs seront leur croissance et développement et plus aptes ils seront d'être de bons citoyens, très productifs pour le Sénégal.

Le C.A. : Le Canada participe depuis longtemps, par le biais des organismes tels que l'ACDI et Développement et Paix, au financement et à l'application des projets des soins de santé. Quelles seraient vos suggestions concernant votre domaine spécifique, c'est-à-dire la pédiatrie, ou pour être plus précis, quelle pourrait être, à votre avis, la contribution du Canada à l'amélioration de la santé des enfants africains.

Prof. Royer : Le Canada a mis en marche, il y a des dizaines d'années déjà, des projets médicaux en Afrique. Les premiers ont été ceux entrepris en Tunisie, mais depuis une dizaine de pays au moins en ont bénéficié ou en bénéficient encore. Je crois cependant que notre contribution la plus importante pourrait se faire au niveau de l'enseignement et de la formation du person-

Le Canada et l'Afrique



● Dans l'Hôpital Albert Royer les mères participent activement aux soins de leur enfant.

nel médical et paramédical, à tous les niveaux, tant sur place qu'au Canada. Je crois que la plupart des pays africains ont à leur disposition, ou peuvent obtenir, des sources de financement pour la construction de l'équipement des établissements des soins de santé, tandis que la formation du personnel, pour plusieurs années encore, va demander une aide extérieure que nous les Canadiens pourrions apporter.

Le C.A. : On a longtemps mis l'accent sur les soins curatifs et ce n'est que assez récemment qu'on a commencé à s'occuper des soins préventifs et de l'éducation sanitaire, tout au moins dans de nombreux pays africains. Comment, d'après votre expérience, les pédiatres canadiens pourraient-ils venir en aide dans ce domaine de manière concrète ?

Prof. Royer : J'aimerais souligner l'importance des soins préventifs qui, à mes yeux, et je crois à ceux de beaucoup d'autres pédiatres, n'ont pas encore la place qu'ils devraient avoir. Il est évident que, quand un enfant est malade aux yeux de sa mère, les soins curatifs priment. Mais il faudrait qu'il soit aussi évident que s'il y avait des bons programmes de prévention, à la grandeur du pays, il y aurait beaucoup moins d'enfants malades, et ceci diminuerait, d'une façon assez importante, les frais de santé. Un cas de rougeole qui fait des complications, peut nécessiter une trentaine de jours ou plus d'hospitalisation, de nombreuses analyses et traitements, et les frais de ceux-ci n'ont aucune mesure avec le prix d'une simple ampoule de vaccin contre la rougeole. Il y a plusieurs maladies qui peuvent être totalement pré-

venues par le vaccin et il y a aussi le fait que si la prévention est bien faite, et si la nutrition est bien enseignée et bien réalisée dans des familles, l'état général des enfants va être amélioré. Alors, nombreux de ces enfants qui actuellement se trouvent à l'Hôpital d'enfants ou au pavillon de pédiatrie de l'Hôpital Le Dantec, pour des infections pulmonaires et autres, pour des dénutritions et pour des atteintes générales de leur état, n'auraient pas besoin d'hospitalisation et pourraient éviter les séquelles qu'ils auront éventuellement.

Maintenant, pour revenir à la question de savoir ce que les pédiatres canadiens pourraient faire concrètement, je peux dire que nous avons au Canada un grand nombre de publications qui ont été rédigées ou recueillies par la Société canadienne de pédiatrie, en français, et qui pourraient certainement être très utiles pour le personnel médical et paramédical d'ici. Il y a aussi une assez grande collection de films dont bon nombre produit par l'ONF et qui sont disponibles pour la distribution à travers le monde. (Voir la photographie à la page 7). Il y a aussi, au Québec, un nombre de plus en plus considérable de publications qui concernent la nutrition, la santé de l'enfant, les conseils généraux aux personnels paramédicaux ou aux mères et qui pourraient être distribuées.

Le C.A. : Quelles sont les différences entre les soins pédiatriques appliqués au Canada et ceux d'ici au Sénégal ?

Prof. Royer : D'abord le fait que les enfants ne sont pas tous vaccinés et immunisés contre les maladies qu'on



Le Canada et l'Afrique



● *La formation du personnel para-médical est un domaine où le Canada peut apporter son assistance de manière concrète. Ci-dessus quelques infirmières de l'Hôpital Albert Royer dans le cadre de leur travail quotidien.*

peut prévenir. Deuxièmement, les enfants, tout au moins ceux qui sont malades, ont un état de santé beaucoup moins bon que les enfants canadiens. Les maladies et la pathologie se présentent, lors de l'arrivée de l'enfant à l'hôpital, en général, d'un degré beaucoup plus grave qu'au Canada et les soins deviennent donc beaucoup plus urgents. Cela relève aussi du fait que dans les pays les soins primaires et les soins secondaires sont moins bien assurés et qu'on retarde, pour la plupart du temps, le transport dans un service pédiatrique, avec le résultat que la pathologie a tendance à s'aggraver. Il y a aussi le problème qu'il y a moins de personnel médical et moins de ressources matérielles dans les centres de santé. En fait, pour moi qui ai commencé au Canada en 1940 comme pédiatre, j'ai trouvé qu'en Tunisie comme ici d'ailleurs, la situation médicale des enfants est à peu près la même qu'elle était au Canada dans les années 1940-1950. Cela, cependant, ne veut pas dire que la qualité des soins, soit à l'Hôpital d'enfants soit à l'Hôpital Le Dantec, soit moins bonne qu'ailleurs, au Canada, aux Etats-Unis ou en France. Une fois que l'enfant se trouve dans l'un ou l'autre de ces hôpitaux sénégalais, je suis sûr que le niveau et la qualité des soins sont bons et que les enfants bénéficient d'autant de chances de guérison que chez nous au Canada. Le problème, c'est que ces deux hôpitaux doivent desservir une population de près de trois millions d'enfants. Naturellement, tous ne peuvent pas profiter de ces soins de niveau tertiaire et ceux qui doivent se contenter de soins de niveaux primaire et secon-

daire, sont évidemment moins bien traités.

Le C.A. : *On dit qu'on est jamais trop vieux pour apprendre. Quel est l'enseignement, s'il y en a un, que vous tirez de votre voyage au Sénégal ?*

Prof. Royer : Parmi les items qui m'ont le plus surpris, il y a le rôle très important que jouent les groupes régionaux au financement et au fonctionnement des différents niveaux de l'unité médicale. Ces groupes dont j'ai rencontré plusieurs présidents et membres, m'ont tous impressionné par leur haut degré de motivation et par le temps qu'ils consacrent bénévolement au travail qu'ils font pour les unités dont ils s'occupent. Un groupe qui m'a surtout impressionné, c'est un groupe de jeunes filles de l'Institut de pédiatrie sociale de Pikine. Ces jeunes filles, patronnées par une infirmière ou un aide social, font un travail important dans 28 centres de santé qui dépendent de l'Institut de pédiatrie sociale. Elles remplissent véritablement le rôle d'infirmière, et de travailleurs sociaux en même temps, et étant donné que ces jeunes filles appartiennent à la région où elles travaillent, leur influence est beaucoup plus importante que celle d'une infirmière ou d'un travailleur social qui viendrait sur place une ou deux fois par semaine.

Le second point qui m'a agréablement surpris, c'est la grande participation des mères auprès de leurs enfants, autant à l'Hôpital d'enfants que dans le pavillon de pédiatrie de l'Hôpital Le Dantec. Dans les deux-cas, les mères participent très activement aux soins de leur enfant. Elles l'allaitent continuellement, lorsqu'il est petit. On ou-

Le Canada et l'Afrique



● La projection de films de la série Santé-Afrique, réalisée par l'Office national du film du Canada constitue un élément important de formation dans les pays francophones d'Afrique. Ci-dessus, infirmiers et infirmières africains suivent la projection d'un film sur la nutrition.

ble trop souvent que la présence de la mère auprès de son enfant hospitalisé, n'est pas simplement pour aider le personnel paramédical ou pour nourrir son enfant, mais c'est aussi pour lui donner une sensation de sécurité et de réconfort qui prévient cette pathologie qu'on appelle au Canada «hospitalité» et qui fait que les enfants laissés seuls trop longtemps à l'hôpital dépérissent et ne veulent plus s'alimenter, ce qui

compromet énormément leur guérison, souvent même la rend impossible.

Le quatrième point que j'aimerais souligner, c'est que la plupart des pédiatres que j'ai rencontrés, m'ont semblé extrêmement concernés avec les malades qu'ils traitent et je crois que leur motivation est de très bonne qualité. Je pense que le gouvernement est aussi motivé et intéressé mais je n'ai pas eu autant d'expérience de ce côté. ■

Prévision des états comateux à l'aide de l'ordinateur

Depuis 1977, le Dr Shashikant Seshia travaille, en collaboration avec M. Bruce Johnson, à la mise au point d'un système de prévision par ordinateur des états comateux.

Le Dr Seshia est neurologue au Winnipeg Children's Hospital, tandis que M. Johnson est professeur de statistiques à l'Université du Manitoba qui se trouve aussi à Winnipeg.

Le Dr Seshia a examiné jusqu'ici 102 enfants. IL veut analyser au moins 250 cas avant 1987, pour être en mesure d'annoncer que son système est au point.

Le Dr Seshia a raconté le cas d'un bébé comateux de deux mois, pour lequel l'ordinateur prévoyait le rétablissement complet (1 % des chances), le rétablissement avec un léger handicap (6 %), avec un handicap modéré (71 %), avec un grave handicap (2 %), mais aucun risque de mort. L'enfant, en fait, s'est rétabli avec un handicap

modéré, comme l'avait prévu l'ordinateur ■



● Le Dr George Derbyshire examine un enfant dans un état comateux à l'hôpital d'enfants de Winnipeg (Manitoba).

CANAPRESS Photo Service

Le Canada et l'Afrique

Sacs pour trousse médicale vendus à l'UNICEF



Pour la troisième fois, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a choisi une compagnie canadienne pour la fabrication de sacs servant à transporter les trousse médicales. Le contrat prévoit la livraison de 8 000 sacs que l'UNICEF distribuera dans le monde entier. (On en voit un modèle sur la photo.) C'est la Corporation commerciale canadienne (CCC) qui a accordé le contrat à la société Renwick du Canada Inc., de Montréal. La CCC passe des contrats avec des gouvernements étrangers et des organismes internationaux au nom de fournisseurs de biens et de services canadiens.

Détection du cancer

Des chercheurs sont sur le point de mettre à l'essai des méthodes très efficaces qui permettront, par la production d'anticorps, de détecter à temps, et d'une manière très spécifique, les divers cancers de l'organisme humain.

Selon une nouvelle de la Presse canadienne, d'ici deux ans peut-être, on pourra, par un simple test sanguin, détecter le cancer naissant de plusieurs organes du corps humain.

L'intérêt pour cet aspect particulier de la recherche scientifique pour l'immunologie a surgi depuis l'octroi récent du prix Ernest C. Manning au médecin-chef de l'Hôpital général de Montréal, le Dr Phil Gold.

Le Dr Gold qui enseigne la physiologie à l'Université Mc Gill à Montréal, a été honoré par la Manning Foundation, organisation qui porte le nom d'un ancien Premier ministre de l'Alberta.

Le Dr Gold a une longue carrière dans le domaine de la détection du cancer. Il y a 17 ans, il découvrit le CEA qui est un antigène carcino-embryonnaire. Cette substance que l'on trouve dans les embryons réapparaît lors du développement d'un cancer. Cette découverte a permis de mettre au point un test sanguin par lequel on détecte, jusqu'à trois années plus tôt qu'auparavant, la présence des cancers.

Le Dr Gold a expliqué que son équipe était en train d'améliorer la technique du test sanguin. En effet, on a découvert à l'Hôpital général des anticorps plus spécifiques qui permettront de détecter les différents types de cancer.



● Le docteur Phil Gold.

CANAPRESS Photo Service

Médecine tropicale- Congrès international à Calgary

Le onzième Congrès international sur la médecine tropicale et le paludisme se tiendra à Calgary (Alberta) du 16 au 22 septembre 1984.





Stagiaires africains au Canada

principaux objectifs qui est le renforcement de la capacité des associations et institutions membres.

En effet, la FOAPH dont le but principal est de favoriser la pleine participation des personnes handicapées au développement économique, social et culturel de leur communauté, a pour objectifs, entre autres :

- de renforcer la capacité des associations membres à réaliser leurs programmes;
- de constituer un système de coordination destiné à promouvoir et à assurer un échange d'informations et d'expériences au niveau sous-régional (Afrique de l'Ouest), voire régional et international;
- de promouvoir la réalisation des projets communautaires de formation et de développement.

Elle est née en novembre 1980 à Lomé, en application des recommandations du Colloque sur la Réadaptation des personnes handicapées en Afrique de l'Ouest, tenu dans la même ville deux ans plus tôt, en décembre 1978. Sept pays (Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra-Léone, Togo) sont les membres fondateurs.

Constitution et siège social de la FOAPH

La FOAPH est dirigée par un Comité exécutif de quatre membres. Elle essaie depuis sa constitution d'élargir son cadre aux Etats de la sous-région et de chercher des partenaires pouvant l'aider à réaliser son programme. Dans ce sens, elle a signé en octobre 1981, un accord de siège avec le gouvernement malien, lui accordant tous les avantages et immunités diplomatiques en territoire malien.

Par ailleurs, la FOAPH a été représentée à de nombreuses rencontres internationales, ce qui l'a mis en contact avec divers partenaires (gouvernements, ONG, institutions) dont l'ACDI, par l'intermédiaire des responsables canadiens de l'OMPH tels que Henry Enns et Jim Derksen.

Activités de la FOAPH

Le programme d'activités de la FOAPH pour 1983, qui fait suite aux



● Quelques participants au séminaire partant à l'île de Gorée.

conclusions du séminaire du Cap des Biches, comporte trois volets :

- un programme de communication avec la création d'un bulletin de liaison;
- un programme de développement des associations nationales membres visant à renforcer leur capacité;
- un programme d'aide aux projets allant de l'étude des projets à la recherche du financement avec éventuellement la participation au financement de projets par l'intermédiaire d'un fonds d'assistance pour les petits projets que la FOAPH a décidé de créer.

Si la situation des personnes handicapées est préoccupante dans le monde (10 % de personnes sont atteintes de handicaps divers) elle est souvent dramatique pour les pays en développement où ce phénomène et ses conséquences sont amplifiés par les effets du sous-développement et de la perception déformée par la présence de préjugés dont la personne handicapée, être marginalisé, est victime.

Il faut donc « crier ensemble », agir ensemble pour que les personnes handicapées trouvent leur place de citoyen dans leur société. ■

par Serigne Bamba NDIAYE
Ancien vice-président
de la FOAPH



● MM. Jim Derksen du Canada, Serigne B. Ndiaye du Sénégal et Soly Abdourahmane du Niger (avec Mme Fatou Sagna, interprète) à la séance inaugurale du séminaire.



Stagiaires africains au Canada

Pour s'imprégner de la nouvelle technologie canadienne

En 1982, une cinquantaine d'étudiants africains ont suivi au Canada des stages de perfectionnement en journalisme offerts par le programme de formation des communicateurs africains (PFCA), en collaboration avec l'Agence canadienne de Développement international (ACDI) et l'Institut international de la Communication. Un des responsables de ce projet, M. Jean Cloutier, directeur de l'Institut international de la Communication, nous explique comment cette «aventure» a commencé :

«Les programmes de formation de communicateurs africains existent depuis 1972, année où le gouvernement sénégalais a demandé à l'ACDI de l'aider à mettre sur pied une école de journalistes à Dakar. Et à partir de ce mo-

ment-là, je me suis occupé à recevoir au Canada les étudiants de la troisième année de l'école de journalistes de Dakar et également ceux de l'école de Yaoundé.»

Trois stages spécialisés -en télévision, en presse écrite et en radio- ont été offerts aux finissants des écoles de Dakar et de Yaoundé. Au cours de leur séjour au Canada, les cinquante stagiaires africains ont pu alterner entre les stages en entreprise, c'est-à-dire postes de radio, stations de télévision, journaux locaux et le travail concret -publication, animation et réalisation de reportages.

Christopher Dacy, stagiaire camerounais, qui a choisi de suivre un stage en radio, nous a livré des impressions de son stage au Québec.

La divine découverte

«LORSQU'UN étudiant-journaliste débarque en Amérique du Nord pour la première fois, et si de surcroît, il est un Africain noir, il éprouve d'abord une certaine appréhension : celle d'être victime de racisme. Cette crainte est alimentée par des souvenirs de ségrégation raciale aux Etats-Unis, et si on est au Canada, elle est justifiée par sa proximité. Fort heureusement, cette impression n'a pas été confirmée sur place.

Pendant les quatre semaines que j'ai vécues au Québec dans le cadre du stage professionnel post-cursus avec 47 autres étudiants africains, j'ai trouvé au contraire un peuple extrêmement accueillant et désireux de nouer contact avec les Africains. Cette attitude amicale a facilité ma tâche sur le terrain. Durant quatre jours, j'ai séjourné à St-Georges de Beauce et j'ai vécu sur place la réalité de la campagne canadienne. La Beauce avec ses collines verdoyantes rappelle en gros le Grassland camerounais. C'est le pays de l'érable dont elle fournit plus de 40 % de la production mondiale. Ici, le secret de la réussite réside dans le savoir-faire : l'art de lier les données entre elles. Tout se crée sur calcul et sur prévision. Jamais l'homme n'a su autant que le Beauceron associer la forêt, l'agriculture et l'industrie en une combinaison aussi harmonieuse. Partout, c'est le même amour pour le travail, le même souci pour l'efficacité et pour la rentabilité.

Au moment où je quitte la Beauce pour regagner Montréal, grande métropole d'affaires du Canada, tous les arbres sauf les sapins ont viré au jaune teinté de rouge et de violet. Le spectacle est agréable à voir. On dirait que la nature se prépare à célébrer une



● Un cours de journalisme télévisuel au CESTI.



La bande dessinée et l'Afrique



● Informer pour réhabiliter l'image de l'Afrique : la tâche du journaliste africain est loin d'être facile.

fête. C'est l'automne dont nous avons souvent entendu parler en Afrique : rien de semblable avec le vert toujours cru de nos paysages. C'est sans doute cette diversité des saisons qui a affiné la sensibilité du Canadien. Sur le plan strictement professionnel, mon passage dans quelques stations de radio comme à St-Georges de Beauce ou à CKVL avait été fort enrichissant. La simplicité et l'esprit coopératif qui régnaient entre mes collègues et moi m'avaient particulièrement impressionné. Quant à notre formation au PFCA (Programme pour la formation des communicateurs africains), la durée de notre séjour nous obligeait à avaler un maximum de choses en un minimum de temps. Sur ce plan, le personnel de cet institut mérite un coup de chapeau. Grâce à une rigoureuse organisation, nous avons pu suivre des cours intensifs d'initiation aux techniques de l'information, de communication et des technologies nouvelles.

Parmi ces dernières, le Télidon a particulièrement retenu l'attention : l'appareil passe-partout comme on se plaisait à l'appeler. En effet, le Télidon est un système de vidéotex : il permet d'utiliser des récepteurs de télévision pour recevoir des informations à partir d'un réseau de banques de données

informatisées. Fruit de la technologie la plus avancée de vidéo, il est assez simple pour qu'une ménagère puisse s'en servir au foyer et assez complexe



● Les programmes de formation de communicateurs africains existent depuis 1972.

pour permettre son utilisation au bureau et dans le monde des affaires.

Sur le plan de contact humain, le Canadien semble à première vue réservé, mais dès qu'on l'aborde, il devient très ouvert et pour peu qu'on se prête au jeu c'est l'occasion de découvrir sa propre identité, ses valeurs, ses forces et ses faiblesses. Au détour d'une rue, voici une vieille dame qui sort d'un magasin encombrée de paquets :

- Bonjour mon enfant. Peux-tu me tenir un paquet ?
- Pas de problème, Madame.
- Es-tu Haïtien ?
- Non, je suis Africain.
- Ah, tu es Africain, j'espère que tu dois être en sécurité ici.
- Pourquoi, Madame ?
- Mais parce qu'il y a trop de serpents chez vous, trop d'animaux cruels, de famine. J'en ai vus à la télévision...

En quittant la célèbre avenue Ste-Catherine pour regagner ma chambre au YMCA, situé sur la rue Stanley, je rencontre un groupe de jeunes et on entame la conversion : on se pose des questions, on discute, on s'observe, on se découvre. Mais sur l'Afrique mes amis n'ont que des connaissances sommaires. Certains ne connaissent que Idi Amin, Bokassa, Macias Nguéma... D'autres représentent l'Afrique comme un continent de guerres, de famine et de calamités naturelles. Cette remarque est d'ailleurs valable pour tous les pays développés. Je l'ai constaté également en France. Dans ces pays, l'Afrique n'occupe qu'une place marginale dans les informations. Sur notre continent, les médias ne recherchent souvent que le côté sensationnel. Cette manière d'informer ne finirait-elle pas par provoquer une sorte d'indifférence chez nos amis d'Outre-Atlantique ? Peut-être la tâche la plus urgente qui nous attend, nous autres communicateurs africains et canadiens, est de réhabiliter l'image de l'Afrique. Ce n'est que par la connaissance mutuelle que nous pouvons instaurer une amitié sincère et solide. L'accueil, la rigueur au travail, l'organisation et le Télidon, voilà les traits marquants de mon stage au Canada. Je rentre fort instruit et je garde encore pour longtemps le souvenir impérissable de ce voyage». ■



La bande dessinée et l'Afrique

Heure et malheur d'une rencontre

LES sondages sont très difficiles à réaliser en Afrique pour diverses raisons, dont le manque de structures idoines et de personnel qualifié, mais si l'on en effectuait une (en notre connaissance aucune enquête de ce genre n'a été effectuée jusqu'ici) sur la lecture de la bande dessinée, on se rendrait compte que cette dernière est l'une des principales occupations des jeunes Africains, et peut-être même la première. La B.D. puisqu'il faut l'appeler ainsi, est entrée dans les habitudes depuis très longtemps. Ses lecteurs dans les pays africains dépassent le cercle de la jeunesse.

Un fait est à souligner. Depuis qu'elle a été introduite dans le continent, cette forme de littérature propose des histoires illustrées conçues et réalisées ailleurs, en Europe et en Amérique du Nord (aux Etats-Unis, en l'occurrence). Et il en sera ainsi pour longtemps encore puisque la B.D. est l'un des champs où s'exerce ce déséquilibre Nord-Sud que les pays du Tiers-monde déplorent aujourd'hui dans le domaine des grands moyens de communication de masse.

Si la génération actuelle connaît très peu **Tintin**, héros du dessinateur belge Hergé, et ses aventures **Au pays des Soviets** (1924), **Au Congo** (1929), **En Amérique** et **Au Tibet** —, tous des récits construits sur une base eurocentriste et véhiculant de vieux préjugés culturels ou idéologiques, pour la plupart — il n'en reste pas moins que Mickey, célèbre petite souris des Productions Walt Disney, et **Oné Pécou**, milliardaire radin, et son neveu le canard Donald, ont gardé toute leur fraîcheur et toute leur jeunesse aux yeux du public africain.

Des publications européennes leur font concurrence, de façon très acharnée, dans de nombreux pays africains. Au Sénégal, par exemple, il n'est pas exagéré de dire que **Pif le Chien**, édité pour les enfants de 7 à 14 ans par les Editions Vaillant en France, leur a



● Les scènes de la vie quotidienne sont l'un des thèmes favoris de la B.D. africaine.

arraché quelque peu la vedette. Les bandes dessinées publiées en format de poche par des maisons d'édition italiennes connaissent, elles aussi, un vif succès de même que celles qui viennent de Barcelone après avoir été traduites en France : **Tex Willer**, sans doute la plus célèbre, **Akim** et **Zembla**, émules de Tarzan de Sir Edgar Rice Burroughs, etc.

A celles-là, il faut ajouter les créations purement françaises ou belges : **Astérix le Gaulois** et **Lucky Luke**, cow-boy grand et svelte. Des revues spécialisées de bande dessinée, même si elles n'ont pas un grand impact sur la masse des lecteurs de bande dessinée dans les pays africains, du fait d'abord de leur prix plus élevé que les histoires en format de livres de poche et également à cause du langage codé qu'elles utilisent, ont-elles aussi fait leur entrée sur le marché : **Pilote**, **A suivre...** etc.

Puisqu'elle s'est imposée au public africain, cette forme d'expression ne pouvait manquer de susciter des adeptes. Des dessinateurs africains ont très tôt compris l'avantage qu'ils pouvaient en tirer. Et pendant la colonisation cette paralittérature a connu des tentatives de «tropicalisation» (d'acclimatation, si l'on préfère). Ce n'étaient que des coups d'essai, très timorés. Aujourd'hui, la plupart de ces œuvres réalisées par les précurseurs de la bande dessinée africaine ont disparu, faute d'un travail d'archivage au moment où elles circulaient. On n'a pas non plus retenu les noms de leurs auteurs, mais des informations recueillies auprès des personnes âgées aujourd'hui de cinquante ans témoignent de leur apparition au cours de la période coloniale et tout au moins, pendant les années cinquante.

Dans la genèse de la bande dessinée africaine, on a pu observer, tout au



début, le même phénomène que pour la littérature et le cinéma, il s'agissait pour les premiers dessinateurs d'imiter ce que les Européens présentaient dans ce domaine : récits picaresques, lutte entre policiers et malfaiteurs, etc. Mais en 1959, au cœur même de la lutte pour l'indépendance, le nationalisme aidant, un petit groupe de dessinateurs



● Zembra, émule de Tarzan, est toujours populaire.

vendait à Saint-Louis du Sénégal, dans une petite librairie installée près de l'école Duval Garçons, dans l'Ile, une histoire illustrée (c'est l'expression qu'il faut utiliser, puisque ce qu'elle offrait, était fort éloignée de la bande dessinée dans sa forme la plus achevée) de Lat-Dior, héros sénégalais de la résistance à la pénétration française.

Tout comme la littérature africaine coloniale initiée par des Européens ayant vécu ou ayant effectué un séjour plus ou moins bref dans les colonies, la B.D. africaine a eu également ses auteurs coloniaux. Il s'agit pour la plupart des missionnaires qui ont, eux aussi, entrevu très tôt les possibilités que leur offrait cet outil pour la propagation de la foi chrétienne. Des histoires relevant de la morale chrétienne furent ainsi publiées dans la revue *Ki-sito*, éditée par le clergé et imprimée en France. Celle-ci était destinée aux paroissiens africains. Elle était vendue pour une somme très modique. De nos jours, on la retrouve encore dans certains pays africains. Les dessinateurs étaient des missionnaires européens. Un autre journal encore distribué en Afrique, dans les pays membres de l'Agence de coopération culturelle et technique s'intitule *Kouakou*. Les

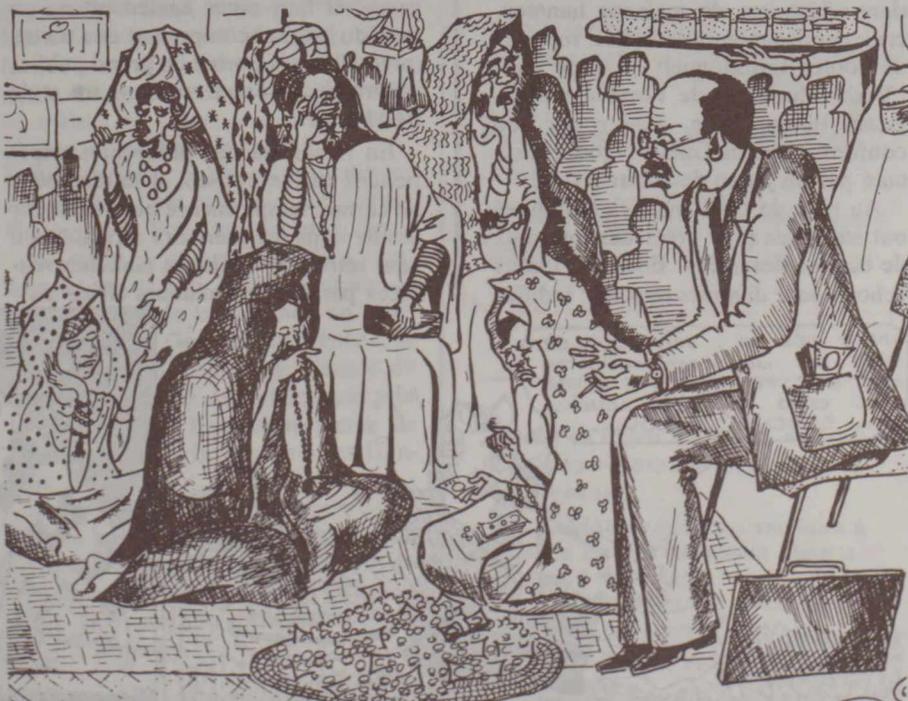
dessins et scénarios, eux aussi, sont exécutés par des non-Africains.

Ce n'est qu'au début des années soixante-dix que les scénaristes et dessinateurs africains ont tenté de s'affirmer, avec plus ou moins de bonheur. Pour ce qui est de la Côte d'Ivoire, on devrait plutôt parler des bandes dessinées réalisées par des expatriés installés dans ce pays et publiées par les journaux locaux. La plus célèbre de celles-ci fut *Dago*. Elle paraissait dans l'hebdomadaire *Ivoire-Dimanche*. Son auteur, un jeune Français, signait sa page (il s'agissait la plupart du temps d'une histoire en une page ou trois, quelques fois «à suivre»).

Dago était une série de gags avec pour personnage principal le héros éponyme, un paysan analphabète attiré par les mirages de la capitale. C'étaient ses tribulations qui étaient racontées au lecteur. Le style du dessin était très dépouillé, le décor réduit à l'essentiel. Dans l'un des épisodes, l'auteur mettait son héros en contact avec la France et insistait, sur le mode humoristique, sur le choc qu'il éprouvait. Outre le fait que *Dago* reprenait les scènes de la vie ivoirienne, les jugements du petit peuple sur le com-

portement des classes aisées -mais la critique n'était pas très poussée- le succès de *Dago* reposait sur l'utilisation du parler ivoirien, ce créole (pour certains «petit-nègre») servant de «lingua franca» en Côte-d'Ivoire au point qu'un prêtre ivoirien a traduit la Bible dans ce pidgin. Si vous lisez ainsi dans *Dago* «les en-haut-de-en-haut», entendez par là les personnes bien placées dans l'échelle sociale, les cadres pour tout dire! Depuis quelques années, un autre personnage, *Zézé*, construit sur le même modèle, anime les pages de bande dessinée d'*Ivoire-Dimanche*.

Au Sénégal, la série qui a connu le plus de succès populaire, est celle d'*Aziz le reporter*. Il s'agit d'un journaliste sénégalais à la manière de Rouletabille, héros de Gaston Leroux, qui, avec l'aide de sa fiancée Anna, essaie de résoudre des énigmes policières. Pour le caractériser davantage, son créateur, le dessinateur Samba Fall, le montre toujours de façon très naïve, avec un appareil de photos pendu au cou. Les premières histoires d'*Aziz le reporter* n'avaient pas retenu l'attention des lecteurs du *Soleil*, quotidien sénégalais qui les publiait car el-



● Critique des mœurs actuelles : un dessin publié dans *Bigolo*, journal paru entre 1978 et 1979.



les étaient toutes calquées sur les schémas européens.

Dans la première série *l'Idole a disparu*. Aziz le reporter se lance à la recherche d'une vedette de football (soccer) et des hommes qui l'ont kidnappé, à la veille d'un match très important (la finale de la coupe nationale). Dans «*Le village des rap*» (village des génies), il est aux prises avec un malfaiteur qui se déguise pour effrayer les habitants d'un village. Il faudra attendre la série *Boy Mélakh* pour voir Aziz aux troussees d'un bandit conforme à l'imagerie populaire, insaisissable, le type même du caïd. Un autre personnage fait son apparition, *Tialky*, indicateur, pas très téméraire, et toujours dans les pétrins. Le dessinateur Samba Fall fait évoluer tous ces gens dans les milieux bien connus de la pègre et les bas-fonds de la capitale sénégalaise. Son trait est devenu plus ferme et son style plus personnalisé.

D'autres bandes dessinées africaines réalisées par d'autres jeunes dessinateurs et scénaristes (quelquefois, il y a ainsi une création bicéphale) ont été publiées dans les pages du quotidien national sénégalais *Le Soleil*. Elles sont très souvent pleines de maladresses, aussi bien dans le contenu que dans la forme. Mais les thèmes varient : histoires de maisons hantées, critiques des mœurs actuelles, reprises de contes traditionnels (comme dans *Vérités inutiles* de l'écrivain sénégalais Birago Diop, adapté par son confrère Amadou Guèye Ngom et exécuté par un jeune dessinateur), etc.

Au plan de l'édition, des tentatives ont été faites pour créer des journaux de bandes dessinées. Elles ont toutes échoué pour diverses raisons : indiffé-

rence du public, manque de moyens financiers, publicité insuffisante, etc. Médoune Sarr, ancien caricaturiste du journal satirique *Le Politicien* a été ainsi le premier sénégalais à avoir lancé, en 1978, une revue entièrement réservée à la bande dessinée. Après deux numéros, il a dû arrêter cette expérience. Il l'a reprise quelque temps plus tard dans une autre publication *Xaxataay* (en wolof, rire à gorge déployée) qui n'a tenu que sur quatre numéros.

Autre tentative, celle du journal *Bigolo* qui n'est paru que trois fois entre 1978 et 1979. Il s'agissait pour celui-ci comme pour le journal de Médoune Sarr, de sortir des sentiers battus, sans passer par les voies actuellement prises par la bande dessinée occidentale, difficile à pénétrer pour les jeunes lecteurs parce qu'exigeant parfois une lecture psychanalytique. Pour les animateurs de *Bigolo*, les histoires devaient s'inspirer de la tradition orale africaine, aussi bien sur le plan de la forme que du contenu. Elles pouvaient ainsi refléter les préoccupations de la société actuelle et dénoncer sans complaisance certains travers. Les rédacteurs dont le présent auteur se voulaient «*contre ceux qui prennent la vie trop au sérieux ou trop à la légère*». Il faut noter également qu'un tiers du journal comprenait des textes (nouvelles à la portée du grand public, reportages et enquêtes dans un style très libre).

En raison de ces différentes expériences malheureuses, il faudra pour un certain temps encore que l'amateur fouille dans les journaux africains s'il veut retrouver quelques planches réalisées par des dessinateurs africains.

La plupart des journaux africains remplacent, de temps à autre, les habituels «*features*» livrés par l'Agence Opera Mundi (*Lucky Luke*, *Astérix* etc.), par des productions du cru. *Le Perroquet*, mensuel camerounais destiné à la jeunesse, mort aujourd'hui de sa belle mort, publiait la série des aventures de *l'Inspecteur Bell* (dessinée par M.K. Epanya). Dans *Carrefour Africain*, mensuel de Haute-Volta, Anatole Kiba, un jeune dessinateur dont le style n'est pas sans rappeler celui du Belge Hergé (finesse du trait) passe régulièrement la suite de la série *La Pierre noire*.

Toujours dans le domaine de l'édition, les Nouvelles Editions Africaines ont également essayé de confectionner et de distribuer des albums. Mais beaucoup d'imperfections ajoutées à l'inexpérience ont fait qu'elles n'ont pas réussi à s'imposer dans ce créneau. *Makhourédia, chauffeur de taxi*, est une mauvaise adaptation d'une pièce radiophonique qui avait eu un franc succès à la radio dans les années soixante. *L'Homme du refus*, dessiné d'après un scénario d'Amadou Guèye Ngom, a fait l'objet d'un très mauvais découpage. Sur le plan technique, la sélection des couleurs a été très mal faite pour ces deux éditions.

Avec de la patience, tout ira bien un jour pour la bande dessinée africaine. Son importance est si reconnue dans la société africaine que certaines campagnes publicitaires se passent par son canal. Elle est introduite même (bien que timidement) à l'école et dans la politique d'alphabétisation des adultes.

Par Djib DIEDHIOU
Journaliste

UWOY DÉE NA... voilà que s'en vont les dernières molaires qui me restaient, à cause de cette maudite souche...
... SOUCHE ??? SOU...



● *Bouki l'hyène et Leuk-le-lièvre sont deux personnages des contes africains souvent présentés en bandes dessinées.*



Livres à lire

Anne Hébert : *Les Fous de Bassan*
Prix Fémina 1982



● *L'écrivain Anne Hébert et l'Ambassadeur du Canada en France, M. Michel Dupuy peu après la remise du prix Fémina à Mme Hébert.*

LES fous de Bassan sont les grands oiseaux blancs qui habitent les côtes canadiennes. Ils ont désormais leurs «lettres de noblesse» depuis que Anne Hébert a écrit son roman *Les Fous de Bassan*. Le prix Fémina, l'un des grands prix littéraires français, a été attribué en 1982 à Anne Hébert pour ce livre.

Marqué d'une profonde sensualité, ce roman sauvage, au style incantatoire, serait une excellente introduction pour les lecteurs africains à la littérature canadienne, si proche de la littérature africaine par son côté fantastique. Il est bâti autour de la disparition de deux adolescents, Nora et Olivia Atkins, le 31 août 1936, un soir de tempête sur la rive de Griffin Greek. «Tous mes souvenirs de la rive sud et de la rive nord du Saint-Laurent, et ceux du golfe et des îles (du fleuve) ont été fondus et livrés à l'imagination pour ne faire qu'une seule terre appelée Greek sans aucun rapport avec aucun fait réel», explique Anne Hébert.

Les Fous de Bassan est un roman de fatalité, un roman de passion, non pas d'une passion fulgurante mais d'une

passion soutenue jour après jour. Dès la première phase, le climat austère et lourd se referme sur le lecteur et la frontière entre le réel et l'irréel s'ameuise. Le mystère et la quotidienneté se mêlent et créent une atmosphère intense de beauté déchirante.

Romancière, poète et dramaturge, Anne Hébert est originaire de Sainte-Catherine de Forsambault au Québec.

Au cours de sa carrière, elle a reçu, tour à tour, le prix France-Canada, le prix littéraire de la province du Québec, le Prix du Gouverneur Général, le Prix de littérature hors de France de l'Académie royale de Belgique, le prix littéraire de la Fondation Pierre de Monaco et le Prix des libraires français.

Anne Hébert est la deuxième Canadienne à recevoir le prix Fémina. Ce prix avait été remis à Gabrielle Roy en 1947 pour le livre désormais classique dans la littérature canadienne *Bonheur d'occasion*.

Les Fous de Bassan,
Editions du Seuil,
258 pages.

La quête du savoir

Essais pour une anthropologie
de l'éducation camerounaise

Renaud Santerre
Département d'anthropologie de l'Université Laval
Céline Mercier-Tremblay
Département des sciences de l'éducation
de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)
et collaborateurs



LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2910, bd Édouard-Montpetit, Montréal H3T 1J7

Chez le même éditeur

Anthropologie de la colonisation au Québec

Le dilemme d'un village du lac St-Jean

M. Verdon
(2-7606-0205-2) 286 p.

Pédagogie musulmane d'Afrique noire

R. Santerre
(2-7606-0218-4) 176 p.

Les Bedik (Sénégal oriental)

Barrières culturelles et hétérogénéité biologique
J. Gomiila
(2-7606-0151-X) XIV et 276 p.

**Aider la mère africaine des
régions rurales à bien soigner
son enfant**

**Un manuel d'éducation sanitaire à
l'usage de tout travailleur dans le
domaine de la santé**
par Claude Desjardins, M.D.
Suzanne Desjardins

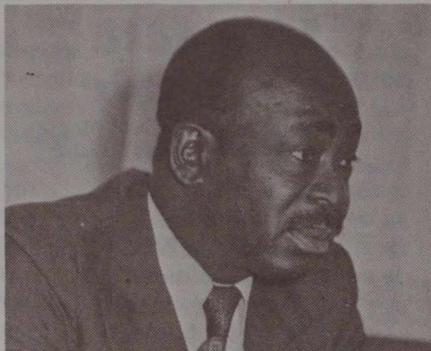
le Centre d'étude et de coopération
internationale
4824, Chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Qué.
H3V 1G4



Le Canada et l'Afrique



Visite au Canada du ministre Yaya Ouattara



Du 12 au 17 janvier 1983, le ministre des Affaires sociales de la Côte d'Ivoire était l'hôte du Canada sur invitation officielle des gouvernements fédéral et québécois. A Ottawa, le ministre ivoirien a été reçu par l'Honorable Monique Bégin, ministre de la Santé et du Bien-être social. Leur rencontre porta surtout sur la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles, l'éducation pré-scolaire, l'amélioration de l'hygiène et la question de la mortalité infantile et les problèmes des handicapés physiques. Monsieur Ouattara s'est également entretenu avec le ministre d'Etat aux Relations extérieures, M. Charles Lapointe qui s'est déclaré heureux que le Canada, soucieux de l'importance des ressources humaines, puisse collaborer à travers les institutions québécoises, à un sujet de formation dans le secteur social.

M. Ouattara s'est ensuite rendu au Québec pour y rencontrer notamment le Directeur de l'Institut de Recherche en santé et sécurité, M. Yves Martin et le ministre délégué au Travail, M. Raynald Fréchette, afin de prendre connaissance des programmes et des services dans le secteur de la santé et de la sécurité au travail ainsi que la formation pré-scolaire (garderie et maternelle). Après le déjeuner offert par l'Honorable Pierre Marois, ministre québécois de la Main d'œuvre et Sécurité du revenu, ce dernier a présidé à la remise des attestations de stage à treize Ivoiriens qui ont depuis

septembre 1982 séjourné au Québec, pour étudier à la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST), dans les secteurs de l'inspection, de la prévention et de la recherche. Cette cérémonie a été suivie d'un dîner offert par le Président du CSST, M. Robert Sauvé. Le ministre des Affaires sociales du Québec, l'Honorable Pierre-Marc Johnson a également tenu à rencontrer son homologue ivoirien.

Journée canadienne au Katana Festival

Le Canada figurait parmi les cinq pays invités à participer à une semaine commerciale, économique et culturelle à Korhogo, la capitale du nord de la Côte d'Ivoire. La journée canadienne s'est surtout remarquée par l'inauguration d'une exposition de photographies sur le thème «Les Arbres» visant à présenter diverses facettes de la vie canadienne à travers l'objectif d'un groupe de photographes canadiens. Un concours de connaissances générales sur le Canada a été organisé dans les écoles de la ville au niveau de la seconde et 12 élèves ont été récompensés, le premier recevant une bicyclette.

Monsieur le Député Maire de Korhogo s'est déclaré enchanté de la présence canadienne au premier Katana Festival de sa commune et a rappelé la disponibilité remarquable du Canada à participer aux activités commerciales, économiques et culturelles de la Côte d'Ivoire. L'ambassadeur canadien Ernest Hébert a pour sa part félicité les responsables d'avoir pris la merveilleuse initiative d'organiser un festival à Korhogo, capitale du nord de la Côte d'Ivoire et d'avoir invité le Canada à partager leur joie. Il a salué tout particulièrement un fils illustre de cette ville, le D^r Balla Keïta, ministre de la Recherche scientifique et a mis en parallèle le Canada et la Côte d'Ivoire quant à ses aspirations et sa vision du monde.

Assistance canadienne aux Ghanéens

Le Canada a accordé 100.000 dollars canadiens à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en réponse à la demande pressante de cet organisme en faveur des personnes originaires du Ghana, récemment expulsés du Nigéria.



● Le ministre ivoirien de la Recherche scientifique, M. Balla Keïta, l'Ambassadeur du Canada, M. E. Hébert, le député-maire de Korhogo, M. Lanciné Coulibaly et le préfet, M. Emile Bombet à Korhogo.

Photo couverture : Les soins de santé sont l'un des domaines d'intervention du Service universitaire canadien outre-mer en Guinée-Bissau

La revue «Le Canada et l'Afrique» peut être obtenue gratuitement sur demande auprès de l'une des ambassades du Canada. Nos lecteurs sont invités à nous faire connaître leurs critiques sur le contenu de cette publication.

Imprimé aux N.I.S. Dakar - Directeur de publication : Ian Ferguson
Rédacteur en chef : Mme Outi-Kaarina Badji